

**RAPPORT DE BAN KI-MOON  
SUR LE SAHARA OCCIDENTAL**

**Le spectre de la reprise  
de la guerre**

*Le contenu du rapport tant attendu du secrétaire général de l'ONU sur le Sahara occidental est connu depuis hier. Dans le document qui doit être débattu le 27 du mois en cours et dont nous avons obtenu une copie, Ban Ki-moon accuse le Maroc de bloquer volontairement le processus pour l'autodétermination du peuple sahraoui et évoque la possibilité de rupture de la trêve si la mission de maintien de la paix ne reprend pas ses activités.*

**Abla Chérif - Alger (Le Soir)** - Le roi du Maroc s'était vengé de la dernière visite de Ban Ki-moon dans la région (mars dernier) en expulsant plus de 80 éléments de la Minurso (Mission des Nations-Unies pour le référendum au Sahara occidental) vidant ainsi des bases établies dans les zones sous occupation marocaine depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu en 1991. De cette manière, les territoires occupés se sont retrouvés de fait hors du contrôle onusien, ouvrant la porte à tous les dangers.

Le président de la RASD (République arabe sahraouie et démocratique) et secrétaire général du Front Polisario avait d'ailleurs immédiatement alerté l'opinion internationale sur les dérives pouvant découler d'une telle situation. Dans son rapport, Ban Ki-moon a rappelé que la Minurso avait été créée par le Conseil de sécurité dans le but de veiller au maintien du cessez-le-feu et organiser un référendum d'autodétermination «mais l'expulsion de sa composante civile par le Maroc a empêché cette mission de maintien de la paix de l'ONU d'effectuer ses fonctions».

Dans le même document, le SG des Nations-Unies utilise un ton alarmant pour signaler que «l'incapacité de la Mission à exécuter ses tâches entraînerait, à court et moyen terme, des conséquences importantes sur la stabilité de la région et sur la crédibilité des opérations de maintien de la paix du Conseil de sécurité et des Nations-Unies». Il se dit, en outre, «très fortement préoccupé» par la situation sécuritaire dans la région.

«La sécurité dans ces territoires risque de se détériorer avec la crise qui s'est fortement répercutée sur la mission de surveillance du cessez-le-feu de la Minurso».

En raison des dangers qui guettent la région, Ban Ki-moon a appelé le Conseil de sécurité à rétablir le mandat de la Minurso afin d'éviter également de «créer un précédent pour le reste des opérations de maintien de la paix à travers le monde». Il recommande de ce fait de proroger le mandat de la Minurso d'une année, jusqu'au 30 avril 2017 «car il y a risque de rupture de trêve et de reprise des hostilités si cette mission est contrainte de quitter les territoires sahraouis occupés». Sur le sujet, Ban Ki-moon a enfin révélé avoir soumis un projet évaluant les besoins de la mission à 54,3 millions de dollars, un montant supérieur à celui de l'année précédente (51,1 millions de dollars).

Sur le fond, le Secrétaire général de l'ONU a décidé d'accentuer la pression sur le Maroc puisqu'il a axé ses recommandations sur la nécessité de revenir à des «négociations sérieuses devant aboutir à l'autodétermination du peuple sahraoui», des propos qui avaient fâché Mohammed VI en mars dernier lorsque Ban Ki-moon avait remis sur le tapis cette option lors de son déplacement dans la région.

Dans son rapport, il relate d'ailleurs la crise qui avait éclaté à ce moment-là. «Je regrette, dit-il, que le Maroc n'ait pas recours à des voies diplomatiques pour régler ce problème, préférant à cela l'organisation de manifestations des communiqués et des déclarations publiques (...) mes propos ne sont pas nouveaux, ils n'étaient pas destinés à blesser le royaume marocain ou laisser percevoir un quelconque parti-pris ni un changement d'orientation de l'institution onusienne». Puis il accuse : «La principale raison du blocage du processus de négociations est due au fait que le Maroc a toujours considéré son plan d'autonomie comme seule base de négociations». Le plan en question est basé sur une sorte de projet d'autonomie du peuple sahraoui sous contrôle marocain.

Cette troisième voie que tente d'imposer la partie marocaine depuis de longues années a été naturellement rejetée par le Front Polisario et les Nations-Unies donc, puisque Ban Ki-moon recommande au Conseil de sécurité d'engager des négociations «sans préalable pour parvenir à l'autodétermination du peuple sahraoui». «Il est temps, dit-il, de revenir à des négociations sérieuses, sans conditions préalables et de bonne foi pour parvenir à une solution politique mutuellement acceptable qui permet l'autodétermination du peuple sahraoui».

Ce rapport sera donc débattu le 27 du mois en cours lors d'une réunion du Conseil de sécurité où le Maroc compte désormais très peu de soutiens, hormis celui de la France.

A. C.

**POMME DE TERRE**

**L'Algérie vise à exporter  
70 000 tonnes en 2017**

*L'Algérie vise à atteindre 70 000 tonnes de pomme de terre à valoriser à l'international en 2017, contre seulement 2 000 tonnes actuellement, et ce, avec comme principales cibles des marchés maghrébins, le Maroc et la Tunisie, et européens, à l'instar de l'Espagne, l'Italie principalement.*

**Younès Djama - Alger (Le Soir)** - C'est ce qu'a annoncé, hier, Chérif Omari, conseiller du ministre de l'Agriculture, à l'occasion d'un séminaire sur l'exportation organisé en marge du Djazagro à la Safex.

Sur un marché qui demande environ 3,6 millions de tonnes, les marchés tunisien et marocain à eux seuls sont demandeurs de 45 000 tonnes, tandis que des pays de la Méditerranée du Sud (Espagne, Portugal, Grèce, Italie) ont importé au cours des cinq dernières années en moyenne annuelle de 1,8 million de tonnes.

«C'est pour dire les opportunités existent pour la filière pomme de terre», a indiqué Omari, qui rappelle que l'Algérie produit actuellement environ 5 millions de tonnes et pour 2019, les prévisions du département de l'agriculture tablent sur plus de 6 millions de tonnes, ce qui fait que le pays aura des capacités d'exportation.

Chérif Omari invite les professionnels de l'export à mettre en place des programmes en concertation avec les producteurs, avec la nécessité d'accompagner cela par la logistique adéquate. Récemment, le ministre de

l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Sid-Ahmed Ferroukhi, a annoncé que sur une demande potentielle de pays importateurs de l'ordre de 25 000 tonnes pour la pomme de terre algérienne sur l'année 2016, il a été exporté 2000 t à ce jour. Un chiffre jugé insignifiant quand on sait que la production est de l'ordre de 2 millions de tonnes. «Mais cela nous a été l'occasion de voir comment améliorer notre dispositif dans l'acte d'exportation. Grâce à la filière de la pomme de terre et ses différents intervenants, cela nous a permis de corriger tout le processus d'exportation», a indiqué Chérif Omari.

Il faut rappeler qu'une plateforme de conditionnement et de froid devrait être opérationnelle en juin à El-Oued, une région qui réalise

environ 40% de la production nationale. Le ministre a révélé que son secteur avait recensé une quinzaine de projets industriels dans la transformation de la pomme de terre.

A l'occasion du Salon Djazagro, le ministre de l'Agriculture a appelé les professionnels de la filière agricole à exploiter les atouts dont dispose la filière. Des atouts qui se traduisent par la capacité de produire durant toute l'année, avec des calendriers de production étalés.

«Sur certaines filières, pour ne citer que la pomme de terre, nous produisons quasiment 12 mois sur 12. C'est une caractéristique très importante et très peu existante dans d'autres pays même ceux qui produisent en grandes quantités, se félicite Ferroukhi.

Y. D.

**ALORS QUE LE RAPPORT SUR LE CRASH D'AVION D'AIR  
ALGÉRIE AU MALI SERA PUBLIÉ DANS QUELQUES JOURS**

**Bouderbala veut gagner le pari  
de la sécurité aérienne**

*Abdou Bouderbala veut réussir là où ses prédécesseurs ont échoué. Il s'agit de la problématique de la sécurité aérienne. Le thème était hier au centre d'un séminaire organisé par la compagnie Air Algérie, intitulé «L'homme et son influence sur la sécurité aérienne».*

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Le patron de la compagnie Air Algérie a voulu donner au dit séminaire une grande dimension. Pour cela, il n'a pas hésité à faire appel à ses principaux partenaires et hauts intervenants dans le secteur de la navigation aérienne. A ce titre, on peut citer notamment Boeing, Airbus, General Electric, ATR, CFM, Thales, Honeywell, l'Iata, Rolls Royce et Verital.

La présence des représentants de ces grandes entreprises à ce séminaire dénote de la «volonté et de la détermination des responsables de la compagnie, et, à leur tête, son Pdg, de l'intérêt qu'on accorde à la question de la sécurité aérienne».

Selon le patron d'Air Algérie, «la présence de ce parterre de représentants des entreprises a pour principal objectif de proposer des présentations relatives à leurs expériences en matière de sécurité». «La qualité et la sécurité étant parmi les principales préoccupations d'Air Algérie en général, et de son Pdg en particulier à élaborer ses politiques.

Qualité et sécurité de la compagnie pour faire adhérer tout le personnel d'Air Algérie et qui visent essentiellement à garantir l'atteinte et le maintien d'un haut niveau de sécurité, s'assurer de la conformité de nos procédures aux exigences légales et réglementaires nationales et internationales, s'approprier les meilleures pratiques de l'industrie du transport aérien et enfin, garantir l'atteinte d'un niveau de qualité de service qui répond aux attentes de notre clientèle», a-t-on expliqué. Cela dit, il est important de noter que ce séminaire intervient à quelques jours de la publication du rapport final sur l'accident de l'avion d'Air Algérie qui avait fait 116 morts en juillet 2014 au Mali.

L'annonce a été faite hier par le Bureau d'enquêtes et d'analyse (BEA). Selon la même source, le rapport sera publié par le ministère malien des Transports à Bamako. Il sera suivi d'un point de presse à Paris en présence du président de la commission d'enquête du Mali, N'Faly Cisse, précise le BEA dans un communiqué. Le vol Ouagadougou-Alger s'était écrasé, faut-il le rappeler, dans le nord du Mali dans la région de Gossi avec 110 passagers à bord, dont 54 Français, des Burkinabés, des Libanais, des Algériens et

six membres d'équipage, tous Espagnols. Le McDonnell Douglas MD 83, était affrété par Air Algérie auprès de la compagnie espagnole de leasing Swiftair.

Enfin, en marge de cette rencontre, M. Bouderbala qui veut donner à sa compagnie une dimension plus «importante», notamment à l'international, a déclaré «que la flotte d'Air Algérie, qui devrait atteindre 59 avions fin 2016 avec l'acquisition de 8 Boeing, serait composée d'une centaine d'avions à l'horizon 2020-2025 à travers de nouveaux plans de développement».

Selon la même source, la compagnie prévoit l'acquisition d'autres avions pour couvrir

de nouvelles destinations, notamment africaines, et faire de l'Algérie un hub et une zone de transit des pays africains vers les autres pays. Il a cité, à cet effet, l'ouverture, en septembre prochain, de la ligne aérienne Alger-Guangzhou (Chine) qui sera suivie par des lignes vers Budapest (Hongrie), Addis-Abeba (Ethiopie), Soudan et New York (Etats-Unis). Il est à noter que lors du séminaire, la compagnie aérienne nationale Air Algérie et le fabricant de moteurs d'aéronefs Rolls-Royce ont signé un memorandum d'entente de partenariat pour la réparation, en Algérie, des moteurs aéronautiques de ce constructeur.

A. B.

**TOUT EN RAPPELANT LA PROLONGATION  
DU DÉLAI DES RECOUVREMENTS**

**El-Ghazi précise que ce n'est pas  
une raison pour «sommoler»**

*Dans une conférence de presse organisée hier par le ministère du Travail et de la Sécurité sociale et la Casnos, El-Ghazi a insisté sur la priorité à donner au recouvrement des cotisations sociales afin d'assurer la pérennité de ce système.*

**Naouel Boukir - Alger (Le Soir)** - A en croire les

déclarations du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, la loi de finances complémentaire de 2015 a donné «des résultats sans précédent» pour ce qui est du taux de recouvrement. Le directeur de la Casnos, Acheuk Youcef-Chawki, a fait mention d'une hausse des recettes de près de 96% et de celle du nombre d'adhérents avoisinant les 152%. Ainsi que le regain du niveau des cotisations.

La prorogation du dernier délai de recouvrement, initialement fixé au 31 mars dernier, selon la même loi de finances complémentaire, n'est pas une raison pour que les institutions de la Sécurité sociale «sommolent» sur cet aspect stratégique et vital pour leur pérennité, a averti El-Ghazi.

La croissance des revenus de la Casnos, comparativement aux chiffres réalisés l'année précédente, est selon son directeur le fruit d'une «grande campagne de communication et de sensibilisation» mobilisée durant ces derniers mois. «Ce travail doit s'inscrire dans la durée et perdurer» afin de permettre à cette entité publique «ne profitant d'aucune subvention étatique» de sauvegarder son autonomie financière, a insisté le ministre.

Les efforts de sensibilisation «doivent toucher toutes les couches de la société car il y va de leur intérêt d'être assurés». Notamment pour ce qui est des artisans et agriculteurs ainsi de ceux ayant bénéficié de prêts Cnac et Ansej.

Rentrant toujours dans la case de la nouvelle philoso-

phie de rationalisation des coûts et des moyens, «l'informatisation et la modernisation des procédures liées à la Sécurité sociale» figurent également dans la feuille de route du ministère de tutelle, selon El-Ghazi.

«La maladie a forcément un coût», que ce soit pour le citoyen ou pour l'Etat. C'est pourquoi la mise en place d'une plateforme numérique et d'une autre SMS, au niveau des pharmacies, a été décisive pour «limiter les abus et les fraudes qui commençaient à s'amplifier considérablement». Ceci en archivant et en suivant les dossiers des patients, stockés dans une base de données commune à l'ensemble des officines sur le territoire national, et actualisés continuellement.

Ce procédé permet, selon les deux responsables, d'édifier un secteur de santé et de Sécurité sociale plus organisé et de contrôler parallèlement les consommations en matière de médicaments, de façon à éviter tous types de dérives, d'ordre médical ou légal.

N. B.